

« Deux milliards d'humains boivent de l'eau contaminée par des matières fécales »

Par Propos recueillis par Pierre Cochez, le 19/11/2019 à 10h48

À l'occasion de la journée mondiale des toilettes, le mardi 19 novembre, Sandra Métayer, la coordinatrice de la « coalition eau », collectif de trente ONG françaises revient sur l'importance de ces infrastructures pour le développement.



La Croix : Quelle est l'importance du problème de l'accès aux toilettes dans le monde ?

Sandra Métayer : 4,2 milliards d'humains n'ont pas accès à des toilettes et à un système d'assainissement qui permet l'évacuation des excréments et leur traitement. C'est une donnée essentielle en matière de santé, car en l'absence de sanitaires, les excréments polluent les eaux et transmettent des maladies comme les diarrhées qui tuent chaque année plus de 400 000 personnes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que deux milliards de personnes boivent de l'eau contaminée par des matières fécales humaines.

On est face à un problème de santé majeur. C'est pour cela qu'en 2010, les pays membres de l'ONU ont considéré que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement était un droit humain, au même titre que l'éducation. Plusieurs pays, comme le Burkina Faso en 2015, ont inscrit ce droit à l'eau potable dans leur Constitution.

Quels sont les investissements décidés pour améliorer la situation ?

S. M. : Éradiquer la défécation à l'air libre en 2030 est l'un des 17 objectifs du développement durable que se sont fixés, en 2015, les membres de l'ONU. Cette volonté ne se traduit pas forcément dans les faits. Une quarantaine de pays seulement sont en bonne voie. Il faut dire que pour les politiques, le sujet des toilettes n'est pas considéré comme « glamour ». Et, souvent, les populations n'ont pas conscience que l'assainissement peut améliorer leur santé en les préservant des maladies hydriques.

Toutefois, on peut citer l'exemple de l'Inde qui a investi 13 milliards d'euros depuis 2014 pour rendre les toilettes universelles. Il y a cinq ans, 39 % des Indiens vivant en zone rurale avaient accès aux toilettes. Ils sont maintenant 98 % !

L'Inde se revendique équipée en toilettes

Il faut aussi changer les mentalités, faire prendre conscience aux gens que la défécation à l'air libre est dangereuse en termes sanitaires. 673 millions d'humains conservent cette pratique, bien souvent parce qu'ils n'ont pas le choix. La Banque mondiale estime qu'il faudrait consacrer 110 milliards d'euros par an pour atteindre l'accès universel à l'eau potable et aux toilettes, soit le triple des investissements actuels.

Quel est l'effort de l'aide française au développement sur ce sujet ?

S. M. : La France investit chaque année 700 millions d'euros d'aide publique au développement pour l'eau et l'assainissement, principalement à travers l'Agence française de développement ; 90 % de cet appui se fait sous forme de prêts à des pays solvables. Ce qui est privilégié, c'est l'accès à l'eau potable. Seulement 28 % de cet argent va à l'assainissement et aux toilettes. Ce n'est pas assez !

« Il est nécessaire d'améliorer la gestion globale de l'eau »

Il faut aussi développer des techniques simples, comme les toilettes sèches qui permettent de faire du compost ou les latrines collectives dans les bidonvilles. Il faut aussi ne pas oublier les zones rurales, car l'effort d'infrastructures, notamment en Afrique subsaharienne, se concentre trop sur les zones urbaines.

